

Capital et taux de profit - Stagnation séculaire : le capitalisme embourbé ?

mercredi 4 janvier 2017, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2015).

Sommaire

- [Taux de profit et productivité](#)
- [Epuisement ou nouvel essor \(...\)](#)
- [Les pays émergents comme \(...\)](#)
- [Quel modèle social ?](#)

Les capitalistes sont inquiets. La crise a non seulement fait chuter la production, mais elle semble peser durablement sur la croissance à venir. Le constat est clair pour le FMI : « La croissance potentielle a diminué dans ces dernières années dans les économies avancées et émergentes. Dans les économies avancées, cette baisse a commencé dès le début des années 2000 et a été aggravée avec la crise financière mondiale. Dans les économies émergentes, en revanche, elle n'a commencé qu'après la crise. » [1] Et le FMI ne discerne pas de véritable amélioration : « La croissance de la production potentielle est susceptible d'augmenter légèrement dans les économies avancées (...) mais elle restera à moyen terme en deçà des taux d'avant la crise. Dans les économies émergentes, [elle] continuera à baisser ».

Ces inquiétudes s'expriment à travers le débat sur la « stagnation séculaire » qui est porté par des économistes qui n'ont rien d'hétérodoxes. L'expression fait référence à un article de 1939 [2] où l'économiste Alvin Hansen définissait « l'essence » de la stagnation séculaire comme « des dépressions auto-entretenues qui engendrent un noyau dur et apparemment irréductible de chômage ». Mais il insistait surtout sur l'impact d'une baisse rapide de la croissance de la population sur la « formation de capital et la viabilité d'un système de libre entreprise ».

Le débat contemporain recouvre au moins deux versions. La première fait référence aux effets de la crise financière et aux limites de la politique monétaire. Celle-ci serait rendue inopérante par le *Zero Lower Bound*, autrement dit par des taux d'intérêt proches de zéro qui limitent la capacité des banques centrales à relancer l'activité. Cette première catégorie d'analyses a l'intérêt de pointer le poids des dettes accumulées, mais elle débouche sur un appel à des politiques mieux adaptées, sans voir qu'elles sont contradictoires avec la logique profonde du capitalisme. L'un des participants à ce débat peut ainsi écrire : « Il n'y a pas de raison de s'infliger une stagnation séculaire si le gouvernement compense le désendettement du secteur privé par des mesures de relance budgétaire. » [3]

La deuxième version, portée notamment par l'économiste Robert Gordon, insiste sur le rendement décroissant des innovations en termes de gains de productivité. Plus précisément sa thèse est que « les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance que dans le passé. » [4] Son pronostic est très pessimiste : « La croissance future du PIB par tête sera inférieure à ce qu'elle a été depuis la fin du XIX^e siècle, et la croissance de la consommation réelle par habitant sera encore plus lente pour les 99 % du bas de la répartition des revenus ».

Cette thèse est évidemment discutable, mais son intérêt est de poser la question du dynamisme du

capitalisme qui repose, en fin de compte, sur sa capacité à dégager des gains de productivité. Un petit détour est donc nécessaire pour analyser les liens entre productivité du travail et rentabilité.

Taux de profit et productivité

Pour un marxiste, c'est le taux de profit qui détermine la dynamique du capital. Il faut donc détailler les facteurs dont dépend l'évolution du taux de profit. Marx a proposé une formule classique où le taux de profit dépend de deux grandeurs : le taux de plus-value et la composition organique du capital. Dans ce qui suit, on élargit cette décomposition de manière à la relier à des variables empiriquement observables.

Le taux de plus-value dépend de l'évolution relative du salaire réel et de la productivité du travail. La composition organique du capital peut elle aussi être décomposée en une composition technique (le « volume » de capital par tête) et le prix des moyens de production exprimé en proportion du salaire.

Le résultat de cette décomposition conduit au résultat suivant : le taux de profit augmente quand la productivité globale des facteurs augmente plus rapidement que le salaire réel [5]. Cette productivité globale des facteurs est une notion habituellement utilisée par les économistes néo-classiques. Elle est définie comme la moyenne pondérée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital (que les néo-classiques baptisent évidemment « productivité »). Mais cette variable peut être construite indépendamment de toute référence théorique : il suffit de disposer de données sur le volume de production (le PIB), les effectifs salariés ou le nombre d'heures travaillées, sur la part des salaires et le volume de capital [6].

L'intérêt de cette approche est d'établir les liens empiriques entre rentabilité et productivité. Jusqu'au milieu des années 1980, le ralentissement des gains de productivité se traduit par une baisse tendancielle du taux de profit. Ensuite, durant la phase néo-libérale, le capitalisme a réussi à rétablir le taux de profit malgré un ralentissement des gains de productivité (voir graphique 1). Mais il n'a pu le faire que sur la base d'une élévation régulière du taux d'exploitation et par la mise en œuvre de divers dispositifs qui l'ont conduit à la crise, comme on a déjà eu l'occasion de le signaler [7].

Graphique 1 : Taux de profit et productivité. Etats-Unis+Europe+Japon 1960-2010



Le débat sur la stagnation séculaire peut alors être interprété de la manière suivante : si le capitalisme est incapable de dégager de nouveaux gains de productivité, peut-il retrouver un dynamisme renouvelé sans retomber dans les distorsions et les contradictions du modèle néo-libéral ? On voit que ce questionnement dépasse une lecture « financieriste » de la crise et qu'il a l'intérêt de s'intéresser aux « fondamentaux » du capitalisme. Cette problématique générale conduit à poser deux questions essentielles portant sur la possibilité d'un regain de productivité induit par les nouvelles technologies et sur le rôle des pays dits émergents. L'examen de ces questions conduit plutôt à la définition d'un programme de travail qu'à l'énoncé de propositions achevées.

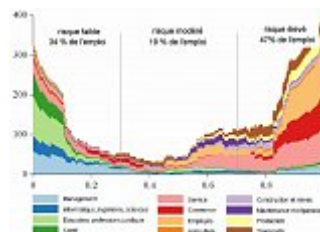
Epuisement ou nouvel essor des gains de productivité ?

La littérature qui s'intéresse à la prospective est aujourd'hui extraordinairement polarisée. D'un côté, il y a, comme on l'a vu, le « pessimisme » de Robert Gordon. Mais il y a aussi de nombreuses contributions mettant l'accent sur le développement de la robotisation, sur les innovations des technologies de l'information et de la communication (réseaux, économie collaborative, imprimantes 3D, Big Data) ... sans même parler du « transhumanisme ».

Le livre de Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee [8] est sans doute le plus représentatif de ce courant. Les auteurs soutiennent que, dans un nombre croissant de secteurs, les technologies digitales se substituent déjà au travail humain. C'est pour eux une bonne nouvelle car la productivité accrue permettra une croissance plus élevée et bénéficiera aux consommateurs sous forme de baisse des prix. Mais c'est une mauvaise nouvelle pour les salariés évincés par les robots et condamnés à perdre la « course contre la machine », pour reprendre le titre de leur précédent livre.

D'autres économistes n'hésitent pas à quantifier le nombre de salariés concernés, et vont jusqu'à pronostiquer la disparition d'une proportion considérable d'emplois dans les décennies à venir. Dans une étude souvent citée [9], Carl Benedikt Frey et Michael Osborne mènent cet exercice dans le cas des Etats-Unis. Ils trouvent que près de la moitié des salariés (47 %) sont exposés à un risque élevé de voir leur poste de travail « informatisé », principalement les employés de bureau et les salariés des activités de service et le commerce (graphique 2). Plus récemment une étude [10] « établit » que 42% des emplois français sont potentiellement automatisables à 20 ans, et une autre [11] que 59 % des emplois allemands le seraient dans les prochaines décennies.

Graphique 2 : Probabilité d'informatisation des emplois aux Etats-Unis



En milliers. Source : Frey et Osborne, 2013

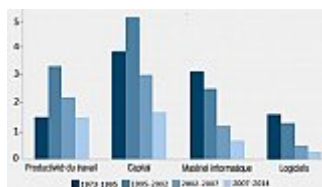
La surface totale couverte par les courbes est égale à l'emploi total des Etats-Unis.

Ce débat n'est d'ailleurs pas nouveau. Il y a plus d'un quart de siècle que Robert Solow énonçait son paradoxe : « On peut voir l'âge de l'informatique partout, sauf dans les statistiques de productivité » (*You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics*) [12]. Cela fait aussi longtemps que domine la croyance selon laquelle le chômage de masse serait le résultat de gains de productivité accélérés. Mais cette thèse déjà ancienne de la « fin du travail » est contraire à la réalité : le chômage était beaucoup plus bas durant l'« Age d'or du capitalisme » (1945-1975), alors que les gains de productivité étaient beaucoup plus élevés.

Une première réponse au paradoxe de Solow est qu'il faudrait plusieurs décennies pour que les innovations se traduisent en gains de compétitivité [13]. Une autre réponse a été apportée lors de l'éclatement de la « bulle Internet » au début des années 2000. Patrick Artus avait alors paraphrasé Marx [14] en montrant que les gains de productivité liés aux nouvelles technologies avaient été très coûteux en investissements et que cette augmentation de la composition organique du capital avait enclenché une chute du taux de profit. Bref, la « nouvelle économie » n'était bien qu'un cycle « high-tech » [15].

Mais le paradoxe subsiste. Lawrence Mishel de l'Economic Policy Institute note que « les robots sont partout dans les médias, mais ils ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données » (Robots are everywhere in the news but they do not seem to leave a footprint in the data) [16]. Et il illustre son propos par le graphique 3 ci-dessous, tiré d'une étude approfondie de John Fernald [17], qui fait autorité.

Graphique 3 : Productivité du travail et investissement aux Etats-Unis



En %. Source : Fernald, 2014

Le graphique montre que la productivité du travail et les investissements en capital fixe, en matériel informatique et en logiciels ont accéléré entre 1995 et 2002 par rapport à la période 1973-1995. Mais depuis 2002, toutes ces grandeurs ralentissent. Toute la question est de savoir si cette tendance est susceptible de se retourner et de soutenir une sortie de crise fondée sur les nouvelles technologies.

Cette question reste ouverte, mais l'analyse devrait prendre en compte plusieurs facteurs et notamment la logique de l'accumulation du capital. Un fait troublant a été mis en lumière par une étude récente [18] de spécialistes reconnus du domaine. L'effet des gains de productivité liés aux nouvelles technologies « n'est jamais visible après la fin des années 1990 ». Mais surtout, lorsque cet effet est présent, « il résulte d'une baisse de la production relative [du secteur considéré] et d'une baisse encore plus rapide de l'emploi. Il est difficile de concilier ces baisses de production avec l'idée que l'informatisation et les nouvelles technologies incorporées dans les nouveaux équipements seraient à l'origine d'une révolution de la productivité ». Et les auteurs de conclure que leurs résultats « suggèrent à tout le moins que les solutions du paradoxe de Solow avancées jusqu'ici doivent être examinées de façon critique, et que les partisans d'une rupture technologique doivent fournir des preuves plus directes des transformations induites par les nouvelles technologies. Les déclarations antérieures sur la mort du paradoxe de Solow étaient peut-être prématurées ».

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans l'industrie et dans une partie des services. Mais les innovations nécessitent des investissements, et ceux-ci doivent satisfaire le critère d'une rentabilité élevée. L'automatisation conduit à une remise en cause de la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggrave une contradiction fondamentale, celle de la réalisation. Il faut en effet que les débouchés existent et on retombe ici sur la contradiction fondamentale de l'automatisation : qui va acheter les marchandises produites par des robots ?

Les mutations induites par ce que l'on appelle maintenant « économie collaborative » nécessitent une réflexion spécifique. Sans forcément y voir une alternative au capitalisme, on peut cependant se demander dans quelle mesure ce type d'innovations peut être inséré dans la logique capitaliste : les ateliers d'imprimante 3D où les réseaux de co-voiturage ne sont pas forcément porteurs d'un élargissement du champ de la marchandise. C'est peut-être la réponse de fond au paradoxe de Solow : le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

Les pays émergents comme relais ?

On reprend ici les principaux résultats d'une précédente contribution [19] qui décrivait le grand basculement du monde lors des deux dernières décennies : si les gains de productivité ont ralenti dans les vieux pays capitalistes, ils ont augmenté rapidement dans les pays dits émergents. On pourrait donc considérer que ces derniers vont prendre le relais. Mais plusieurs facteurs permettent de dire que la relève tend elle aussi à s'épuiser.

Il y a une raréfaction de la mondialisation et un ralentissement de la montée en puissance des émergents. Certains d'entre eux, notamment en Amérique latine, reviennent à une insertion dominée dans la division internationale du travail. Le développement des « chaînes de valeur globales » se ralentit en raison de l'augmentation des coûts salariaux, notamment en Chine, et le ralentissement au Nord affaiblit les modèles exportateurs du Sud. Ce dernier point est particulièrement important dans la mesure où une bonne partie des gains de productivité réalisés dans les pays émergents étaient captés par les pays du Nord.

Quel modèle social ?

La problématique de la stagnation séculaire permet de dépasser ce que l'on pourrait qualifier de « crétinisme keynésien » caractéristique des contributions au débat qui ne posent le problème qu'en termes d'adéquation de l'investissement et de l'épargne ou de contradiction entre austérité et croissance. La question fondamentale, c'est le taux de profit. Ce qui détruit les sociétés, c'est la recherche à tout prix du rétablissement du taux de profit.

Il y a 35 ans, deux économistes, Jean Amado et Christian Stoffaes [20], réfléchissaient sur les effets sociaux des mutations technologiques. On allait selon eux vers une « socio-économie duale », c'est-à-dire une organisation de la société distinguant deux grands sous-ensembles : « D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'information et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique. »

Les auteurs avertissaient, avec une grande délicatesse dans le choix des termes, que « ce serait donc un contresens ou une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme ». Cependant cet esprit de tolérance n'allait pas beaucoup plus loin : « Encore faudra-t-il que ceux qui choisissent d'œuvrer dans le secteur traditionnel ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel. »

Ernest Mandel, dans un texte de 1986 qui mérite d'être relu aujourd'hui [21], partageait ce pronostic pessimiste quant à l'usage capitaliste de l'automatisation, dont il montrait par ailleurs le caractère contradictoire : « Sa solution, c'est celle d'une société duale qui diviserait le prolétariat actuel en deux groupes antagoniques : ceux qui continuent à participer au processus de production de la plus-value, c'est-à-dire au processus de production capitaliste (avec une tendance à la réduction des salaires) ; ceux qui sont exclus de ce processus, et qui survivent par tous les moyens autres que la vente de leur force de travail aux capitalistes ou à l'Etat bourgeois : assistance sociale, augmentation des activités « indépendantes », paysans parcellaires ou artisans, retour au travail

domestique, communautés « ludiques », etc., et qui achètent des marchandises capitalistes sans en produire. Une forme transitoire de marginalisation par rapport au processus de production « normal » se trouve dans le travail précaire, le travail à temps partiel, le travail au noir qui touchent particulièrement les femmes, les jeunes travailleurs, les immigrés, etc. ».

Comment ne pas voir dans ces exercices de prospective une image assez fidèle de la réalité actuelle ? Car c'est bien cette logique de fragmentation sociale qui est à l'œuvre depuis de longues années et que la crise ne peut qu'intensifier : « d'un côté les salariés susceptibles d'être mobilisés dans la guerre compétitive, de l'autre les salariés (et les pays) *low cost* » [22]. Ce durcissement des rapports sociaux n'est pas l'effet de la seule automatisation capitaliste dont on a vu que son potentiel est ambigu du point de vue du capital. Mais, en tout état de cause, elle n'engendre pas un progrès neutre, et on pourrait répéter aujourd'hui à propos des robots ce que disait Marx de la machine dans le chapitre « Machinisme et grande industrie » du *Capital* : « la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement. » [23]

Si elles n'ont pas permis de dégager des gains de productivité, les nouvelles technologies ont donc contribué à la fragmentation sociale. Et c'est cela qu'il faut remettre en cause, de deux manières principales :

- en posant la question de la répartition : non seulement la répartition des revenus mais aussi la répartition des heures travaillées en faisant de la réduction de la durée du travail l'axe central d'un projet de transformation sociale ;
- en interrogeant le contenu de la croissance et de l'accumulation. En régime capitaliste, la recherche de la croissance à tout prix passe toujours par l'intensification du travail, la mise en concurrence et la marchandisation de toute chose. C'est le contenu de cette croissance qu'il faut remettre en cause d'un double point de vue : son adéquation aux besoins sociaux et son respect des contraintes environnementales.

Michel Husson

P.-S.

* « Stagnation séculaire : le capitalisme embourbé ? ». Publié par Alencontre le 5 juin 2015 : <http://alencontre.org/economie/stagnation-seculaire-le-capitalisme-embourbe.html>

* Cet article développe une contribution au Forum international organisé les 20, 21, 22 mai 2015 à Lausanne..

Notes

[1] IMF, « Where are we headed ? Perspectives on potential output », World Economic Outlook April 2015, chapitre 3.

[2] Alvin Hansen, « Economic Progress and Declining Population Growth », The American

Economic Review, vol.29 (1), Mars 1939.

[3] Richard C Koo, « Balance sheet recession is the reason for secular stagnation », dans : Coen Teulings et Richard Baldwin (éditeurs), *Secular Stagnation : Facts, Causes, and Cures*, CEPR, 2014.

[4] Robert J. Gordon, « Is U.S. Economic Growth Over ? », CEPR Policy Insight N° 63, Septembre 2012.

[5] pour une approche formalisée, voir : Michel Husson, « Arithmétique du taux de profit », note hussonet n°66, août 2014.

[6] Le calcul d'un « volume » de capital a fait l'objet de controverses théoriques qui portaient sur l'impossibilité de faire ce calcul indépendamment des prix, ce que postule la théorie néo-classique. Mais il s'agit ici d'une démarche plus empirique qui n'a pas besoin de ce postulat mais seulement de conventions semblables à celles qui sont nécessaires pour calculer le volume du PIB

[7] Michel Husson, « Les limites du keynésianisme », A l'encontre, 15 Janvier 2015.

[8] Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *The Second Machine Age*, W. W. Norton & Company, New York, 2014.

[9] Carl Benedikt Frey et Michael A. Osborne, « The future of employment : how susceptible are jobs to computerisation ? », September 2013.

[10] Les classes moyennes face à la transformation digitale, Roland Berger Strategy Consultants, Octobre 2014.

[11] « Are robots about to take away 18 million jobs ? », thelocal.de, 4 mai 2015.

[12] Robert Solow, « We'd Better Watch Out », New York Times Book Review, 12 Juillet 1987.

[13] Paul A. David, « The Dynamo and the Computer : An Historical Perspective on the Modern Productivity Paradox », *The American Economic Review*, Vol. 80, No. 2, May 1990.

[14] Patrick Artus, « Karl Marx is back », Flash Natixis, 4 janvier 2002.

[15] Michel Husson, « Derrière les mirages de la nouvelle économie », dans : *Espaces Marx, Capitalisme : quoi de neuf ?*, Syllepse 2002.

[16] Lawrence Mishel, « The Missing Footprint of the Robots », 13 Mai 2015.

[17] John G. Fernald, « Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession », Federal Reserve Bank San Francisco, 2014.

[18] Daron Acemoglu, David Autor, David Dorn, Gordon H. Hanson, and Brendan Price, « Return of the Solow Paradox ? IT, Productivity, and Employment in US Manufacturing », *American Economic Review : Papers & Proceedings* 2014, 104(5).

[19] Michel Husson, « La fin de l'émergence du Sud ? », A l'encontre, 22 Mars 2015.

[20] Jean Amado et Christian Stoffaes, « Vers une socio-économie duale ? », dans La Société française et la technologie, Commissariat général du plan, Paris, 1980

[21] Ernest Mandel, Revue Quatrième Internationale n°20, mai 1986, ESSF (article 39927), [Dix thèses sur Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain](#).

[22] Michel Husson, « Europe. Le tout-compétitivité contre les salaires », A l'encontre, 24 Décembre 2014.

[23] Karl Marx Le Capital, Livre I, Editions sociales, tome 2, p.116 ; Oeuvres, La Pléiade, p.1292.